

# **Colloque international**

## **Le patrimoine industriel : nouvelles politiques urbaines et sens de la reconversion**

(CV + résumés)

**Du 21 au 24 septembre 2011  
Techn'hom, Belfort**

***Fonctions actuelles***

Professeur des universités – université Jean Monnet à Saint-Etienne.

Laboratoire ISTHME (Image Société Territoire Homme Mémoire Environnement) - UMR 5600 EVS (Environnement Ville Société)

***Thèmes de recherche***

Ma recherche est centrée sur la thématique des villes et espaces industriels confrontées aux mutations économiques et sociales contemporaines envisagée sous l'angle des politiques d'aménagement et de redéveloppement. Les questions patrimoniales et du « recyclage » de l'héritage bâti s'inscrivent dans cette thématique. Cela se traduit par la mise en place de deux projets à court terme :

- la coordination avec deux collègues historiens d'un numéro de *L'archéologie industrielle en France* consacré au bassin stéphanois dont le principe a été accepté ;
- le montage avec plusieurs collègues géographes, politistes et sociologues français et gallois d'un projet d'ANR franco-britannique sur la thématique des mutations et de l'aménagement des espaces d'ancienne industrialisation portant sur Swansea et Saint-Etienne.

Depuis 1987 j'accompagne les activités du CERPI (association d'étude et de préservation du patrimoine industriel de la vallée du Gier) comme conseiller scientifique ; je suis également administrateur de la Maison du Fleuve Rhône à Givors depuis 2007. Dans le cadre de ces activités partagées entre la vulgarisation et l'application, j'ai été co-commissaire d'une exposition présentée du 2 avril au 2 juillet 2011 en deux lieux à Saint-Chamond et Rive-de-Gier, *Dans la vallée coule une rivière Le Gier, de l'eau et des hommes* financée par les deux villes et qui a bénéficié du soutien de l'Agence de l'eau, du PNR du Pilat et du CG de la Loire.

***Dernières publications***

- GAY Georges, 2008, "De Firminy-Vert à "Le Corbusier-Ville" la construction d'un patrimoine paradoxal", in GUILLOT Xavier (dir.), *Firminy Le Corbusier en héritage*, Publications de l'Université de Saint-Etienne, pp. 132-153
- GAY Georges, 2008, "Réalités et faux-semblants du patrimoine urbain", in BONNEVILLE Marc (dir.), *Saint-Etienne mutations Lieux, enjeux, acteurs*, Publications de l'Université de Saint-Etienne, pp. 56-59
- GAY Georges, 2009, « Préface », in BRENAS Isabelle et alii, *La rivière Furan Histoires, mémoires et enjeux*, Edition Ville de Saint-Etienne, collection Trames urbaines, pp. 6-9

## **Résumé de la communication de G. Gay**

**Belfort, du 21 au 24 septembre 2011**

### **Que reste-t-il de l'argument patrimonial dans les espaces industriels reconvertis ? Trois sites de l'agglomération stéphanoise vingt cinq ans après : Gillet, Giron, Manufrance**

Riche d'une histoire industrielle longue, le bassin stéphanois a une vieille expérience de la réutilisation de locaux vacants et du traitement des friches. Dès les années soixante, le repli programmé de l'extraction houillère, s'est accompagné du réaménagement des sites miniers incluant parfois la reconversion de bâtiments. Toutefois cette pratique fut loin d'être systématique et ne s'inscrivait pas dans une démarche de valorisation patrimoniale. En regard de cela, les opérations développées au tournant des années 80 sur les trois sites Gillet, Giron et Manufrance, constituent une expérience inédite. L'argument patrimonial y est, au moins implicitement, au principe de la démarche. La valorisation de l'architecture industrielle accompagnée d'une réaffectation des lieux est censée créer un décalage fécond, propice aux innovations et porteur d'une mobilisation autour d'un legs en déshérence. La présente proposition envisage d'évaluer, 25 ans après leur lancement, la pertinence de ces opérations au regard de l'objectif patrimonial considéré dans ses deux dimensions de préservation matérielle et mémorielle.

Tout en étant différents par leur taille, les activités qui les ont produits et leur implantation, les trois sites considérés ont en commun une architecture de qualité, une structure semblable qui se prête aux réaménagements envisagés et le fait d'avoir été emblématiques des positionnements politiques face aux premiers effondrements de l'appareil industriel au début des années 80. Achetée par la ville en 1982, l'ancienne teinturerie Gillet de Saint-Chamond, restructurée, accueille en 1984 une pépinière d'entreprises qui devait être initialement implantée sur le site Giron à Saint-Etienne. Elle abrite depuis 1991 une association porteuse d'un projet de CCSTI et a fait l'objet d'une inscription à l'inventaire supplémentaire en 1995. Le réaménagement de l'ancien tissage Giron à Saint-Etienne en un ensemble tertiaire et résidentiel réutilisant les anciens locaux a été lancé en 1985 dans le cadre d'une ZAC associant partenaires publics et privés. Cette opération fut présentée comme le laboratoire du traitement de la friche Manufrance confié en 1986 à la SARI en affichant de grandes ambitions tant en termes de contenu que de contenant (mise en scène de l'architecture industrielle).

En près de 25 ans, les trois sites ont connu chacun une évolution différente qui tient davantage à l'impact des dynamiques urbaines qu'à leurs qualités intrinsèques et à celles de leur aménagement. Quelque peu oubliée sur une marge, la teinturerie Gillet a échappé à la banalisation et constitue, au sens étymologique du terme, un monument du passé industriel aux portes du Parc naturel du Pilat. A l'inverse, l'ancien tissage, renommé « Parc Giron », et le site Manufrance, devenu « Espace Fauriel », ont vu leur identité industrielle se dissoudre dans un processus sournois de déqualification pour l'un et dans une appropriation invasive par de nouvelles activités pour l'autre. Paradoxalement, ce processus a été amplifié par les entreprises mémorielles conduites à partir de l'exploitation des archives d'entreprises qui tendent à déplacer le lieu de mémoire des anciens sites de production vers les institutions culturelles, voire à l'abstraire dans les représentations portées par les différentes formes de médiation.

**Fonctions actuelles**

Urbaniste, architecte et paysagiste, Gentilly

**Projets**

- des projets **urbains** comme la création du centre-ville de Boulogne-Billancourt (1996/2001) ou plus récemment la métamorphose de l'île de Nantes (2000/2010), celle du plateau de Haye à Nancy (2004/), de la Plaine Achille à Saint-Etienne (2009/) ou de Bernex en Suisse (2011/)
- des projets de **bâtiments** comme l'immeuble mixte des Deux Rives à Nancy (2002/2008) ou la construction d'un îlot d'habitation parisien à l'angle de la rue Bichat et de la rue du Temple (2009/), d'une cité-jardin, La Rivière, à Blanquefort (2006/)
- des projets d'**équipements** comme les bâtiments abritant une salle de danse, un conservatoire de musique et une bibliothèque à Vauhallaan (2000/2002), la maison des sports à La Courneuve (2004/2006) ou le centre commercial du Champs-de-mars à Angoulême (2003/2007)
- des projets de **parcs et d'espaces publics** comme l'aménagement des rives de Meurthe à Nancy (1989/) ou le Parc Paul-Mistral à Grenoble (2004/2008).

**Dernières publications**

- 2010, *Patrimoine Commun, Leçon inaugurale de l'Ecole de Chaillot prononcée le 26 janvier 2010*, Silvana Editoriale, Milan, Ecole de Chaillot, Paris.
- 2010, *Le Plan-guide (suites)*, Paris, Archibooks.
- 2010, juillet- août, « L'état des lieux. Gespräch mit Alexandre Chemetoff und Patrick Henry » par Anna Schindler, Anna, Tibor Joanelly, *Werk, Bauen + wohnen*, 07/08, pp. 28-33.

***Fonctions actuelles***

Maître de conférences, université de Nantes, Centre François Viète (EA 1161)

***Thèmes de recherche***

Ses axes de recherches concernent essentiellement les XIXe et XXe siècles, jusqu'aux périodes les plus récentes, le monde industrialo portuaire, du point de vue thématique et, du point de vue méthodologique, les rapports interdisciplinaires avec les sciences pour l'ingénieur à travers l'usage des nouvelles technologies. Le patrimoine et son influence pour les aménagements contemporains restent au cœur de ses problématiques.

***Dernières publications***

- KEROUANTON, J-L, « L'image virtuelle comme source de connaissance pour le patrimoine technique et industriel : Comment allier Histoire et Ingénierie ? », F. Laroche, M. Cotte, J.-L. Kerouanton, A. Bernard, extrait de : *Genres et usages de la photographie* (édition électronique) sous la direction de Bertrand Lavédrine ; 132e congrès national des sociétés historiques et scientifiques, Arles 2007, CTHS, 2009, p. 53-64.

- KEROUANTON, J-L, « Les halles Alstom à Nantes : des chantiers navals au quartier de la création » in : *303, Arts, Recherche et Création*, n°111, juin 2010, pp.36-39

- KEROUANTON-JL (dir), avec Florent Laroche et Didier Serveille, *La cintreuse à membrures Bennie des Chantiers de la Ciotat*, rapport de recherche : Centre François Viète, université de Nantes, DRAC Provence-Alpes-Côte d'Azur, décembre 2010, 72 p. + DVD modélisation (film 8' et modèle 3D)

# Résumé de la communication d'A. Chemetoff et de J.-L.

Kerouanton

Belfort, du 21 au 24 septembre 2011

Patrimoine industriel, ville, paysage et architecture sur l'île de Nantes : lecture croisée sur 10 ans d'expériences

L'île de Nantes fait l'objet depuis plus de 10 ans d'une opération d'urbanisme saluée aux plans national et international. Depuis le milieu du XIXe siècle sur sa partie ouest, c'est tout un ensemble d'industries qui s'est développé pendant près de 150 ans et qui laisse aujourd'hui de grands témoignages monumentaux. S'il y reste encore aujourd'hui une activité industrielle marginale, ce sont également les friches des usines anciennes qui se sont trouvées au cœur des préoccupations des aménageurs et des architectes.

Il s'agira ici de proposer un retour commun sur les lieux, une lecture à deux voix celle d'un historien défenseur du patrimoine industriel, celle de l'architecte chargé de la maîtrise d'œuvre des espaces publics pendant 10 ans, autour de la mémoire, de l'usage et de l'état des lieux. Témoignage mais aussi lecture rétrospective des actions, des discussions et des échanges sur un espace vécu et travaillé, sur cette question de la création et du projet, à partir justement de la lecture rétrospective de sa construction même : épaisseur du temps, des constructions et des espaces industriels. Nous discuterons donc du temps, qui introduit dans la vision des choses une transformation de la représentation, qui peut déplacer les codes.

Pour l'un et pour l'autre, puisqu'il s'agit de patrimoine et d'espace contemporain, nous évoquerons cette façon de s'engager qui a permis, par exemple, à certains foyers de revenir de loin, à certaine grue d'être protégée, sans ignorer les échecs et les manques, de parler donc aussi de ce qu'on fait ou pas de la disparition<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> La communication proposée se situe logiquement en continuité des propositions communes précédente : en 2002, par Bernard André et Jean-Louis Kerouanton, l'entretien avec Alexandre Chemetoff, « Nantes : un modèle ? », in : *L'Archéologie industrielle en France*, n° 41, décembre 2002, pp. 84-91 ; en 2004, la table-ronde « La réhabilitation, pourquoi et comment », colloque CILAC 2004, 30 ans de patrimoine industriel en France, Le Creusot, septembre 2004, in : *L'archéologie industrielle en France*, n° 45, décembre 2004, pp. 92-105. Voir également Jean-Louis Kerouanton, « Réhabilitation de friches industrielles de l'île de Nantes, 1999-2006 : projet, connaissance, programme, trois évolutions simultanées », in : *le patrimoine industriel comme vecteur de reconquête économique*, (Marina Gasnier et Pierre Lamard, dir.), Actes du colloque de Belfort, 9 juin 2006 UTBM, RECITS, Belfort Montbéliard : UTBM, Paris : Lavauzelle, 2007, pp. 71-87.

**Fonctions actuelles**

Chargé de mission patrimoine industriel, conseil général de Seine-Saint-Denis

**Résumé de la communication d'A. Furio**

**Belfort, du 21 au 24 septembre 2011**

**30 ans de reconversion en Seine-Saint-Denis. Evolution des usages, des acteurs et du statut patrimonial des anciens sites industriels.**

Territoire urbain densément industrialisé, la Seine-Saint-Denis est confrontée à la problématique des friches industrielles depuis le milieu des années 1970. En près de 35 ans ce mouvement qui n'a cessé de s'accélérer s'est proportionnellement accompagné de nombreuses opérations de reconversions. Portées par les pouvoirs publics, collectivités locales ou partenaires privés, elles témoignent sur la durée de changements sensibles dans l'appréhension d'un site industriel par les acteurs de la ville, passant progressivement d'une visée strictement opportuniste à celle de la plus-value patrimoniale.

Des premières opérations effectuées en Seine-Saint-Denis aux plus récentes, il est ainsi possible de porter une analyse historique révélatrice des évolutions dans les jeux d'acteurs en matière de gestion des friches industrielle et des ces effets sur la diversification des programmes de reconversion.

En outre, les opérations s'étant portées sur une grande diversité de sites industriels, le territoire de la Seine-Saint-Denis figure comme un bon champ exploratoire pour une approche de la problématique de la reconversion sous l'angle des typomorphologies architecturales et urbaines. De l'atelier placé en fond de parcelle (salle de spectacle la Dynamo à Pantin) à l'imprimerie industrielle isolée (L'illustration à Bobigny devenue IUT), elle pose la question de la prédisposition programmatique des architectures industrielles.

Cette multiplication des projets soulève enfin la question du maintien du sens des lieux. La dimension historique du site, celle qui lui donne une épaisseur technique, sociale, mémorielle, et lui garantit de rester intelligible dans le temps, a-t-elle été intégrée dans les projets et sous quelle forme ?

Cette communication se propose ainsi à partir d'exemples significatifs de Seine-Saint-Denis d'explorer diachroniquement la problématique de la reconversion du patrimoine industriel en abordant plus spécifiquement les questions des jeux d'acteur, de la définition des programmes, des prédispositions architecturales et urbaines et du maintien du sens du lieu.

Sites presentis :

- Ideal Standard à Aulnay-sous-Bois, fonderie d'appareils de chauffage central et de baignoires reconvertie en zone d'activités et de commerces, point d'appui de la requalification du nouveau quartier Chanteloup (1977-1980)
- Biscuiterie Belin à Bagnolet, papier-peints Dumas à Montreuil et imprimerie Chaix à Saint-Ouen (1983-1987)
- Saint-Denis II, centrale thermique en cours de reconversion pour accueillir la Cité du cinéma de Luc Besson (2009-2012)
- Entrepôts et Magasins Généraux de Paris, sur Saint-Denis-Aubervilliers, reconversions en campus d'entreprises et de studios de tournage, (années 1990-2000)
- Grands Moulins de Pantin reconvertis en bureaux pour BNP-Paribas (2009).
- Lefeaux à Pantin, reconverti en salle de spectacle (2007)
- Fabrique de meubles Louis à Pantin reconvertie en logements (2009)
- Imprimerie de l'illustration à Bobigny reconvertie en IUT (1998-2000)
- Pharmacie centrale à Saint-Denis reconvertie en lieux d'organisation d'événements (1998)
- Ateliers de Jeumont-Schneider à Saint-Denis reconvertis en bureaux pour la Direction Interministérielle à la Ville et petits locaux d'activité (1989)

***Fonctions actuelles***

Professeur des universités, université de Haute-Alsace – CRESAT/Institut Universitaire de France

***Thèmes de recherches***

Archéologie industrielle et patrimoine industriel, paléoméallurgie et histoire des techniques.

***Dernières publications***

2010 - Archéologie minière et métallurgique, Rapport du Vice-Président Grand-Est, H3 *Société Archéologique Française pour l'Etude des Mines et de la Métallurgie. Bulletin de Liaison* 2009-2010, pp. 10-17.

2010 - Qu'avons-nous fait du jardin enchanté ? Splendeur et misère du jardin Reber ou Aux limites de l'archéologie. *Société d'Histoire du Val de Lièpvre*, 32e Cahier, 2010.

2010 - Menaces sur le patrimoine. A Mulhouse, trois fleurons se préparent à quitter la scène... *L'Archéologie industrielle en France* 56, juin 2010, pp. 58-63.

**THIERRY FISCHER**

***Fonctions actuelles***

Agence départementale d'architecture et d'urbanisme du Haut-Rhin

## **Résumé de la communication de P. Fluck et Th. Fisher Belfort, du 21 au 24 septembre 2011**

### **La Ruhr : une logique territoriale de reconversion des paysages industriels**

Connurbation de 5,5 millions d'habitants, la Ruhr nous offre le spectacle d'une des plus saisissantes mutations qu'aient pu connaître les paysages industriels en Europe. Repérés depuis fort longtemps, les affleurements de charbon furent à l'origine d'une longue maturation protoindustrielle, qui précède une phase inflationnaire de développement au tournant du premier tiers du XIXe siècle. L'héritage de ce boom industriel éphémère au regard de l'histoire nous apparaît pluriel à la fois par le découpage chronologique qu'on peut y lire et par la relative diversité des secteurs industriels que paraît masquer, au premier abord, l'écrasante dualité charbon/acier. L'analyse nous conduira à confronter dans une logique comparative les environnements et paysages de l'époque paroxysmale du développement industriel et la contemplation du même territoire, aujourd'hui.

Un développement spécial sera consacré à la chronologie (à travers le roman des sauvetages de sites) et aux mécanismes des reconversions : initiatives individuelles ou politique affichée du Land, attitudes patronales, rôle des instances de la culture, influence des acteurs de la recherche, initiatives issues du monde du travail. On montrera comment les préoccupations environnementales, l'appropriation citoyenne, le culte de la *Industriekultur* et l'ouverture vers un panel activités économiques sont venus intégrer et piloter les logiques de la reconversion. On en analysera les qualités mais aussi les limites. La relation qu'ont les Allemands à l'égard du monde du travail explique sans doute pourquoi la région industrielle la plus noire de l'Europe est devenue un pôle touristique de premier plan, un territoire économique orienté vers le développement durable, reconnu par l'UNESCO et capitale européenne 2010 de la culture.

***Fonctions actuelles***

Senior Inspector of Historic Buildings, Historic Scotland

***Thèmes de recherche***

Développement durable, reconversions des friches, urbanisme et régénération urbaine, patrimoine mondiale, archéologie industriel.

***Dernières publications***

“Cotton mill cities and Power Canals” in Hinnerichson, M, Ed, *Reusing The Industrial Past by the Tammerkoski Rapids, - Discussions on the Value of Industrial Heritage.*(Tampere, 2011),

“Evaluating the impact of conservation area enhancement” in Babalis, D ed *Chronocity, the assessment of built heritage for developable and creative change* (Florence, 2010)

“A silk-raising cultural landscape in Gunma, Japan, and the comparative thematic study by TICCIH of textile sites.” *Patrimoine de l'Industrie 23* (Paris, 2010)

**Résumé de la communication de M. Watson**

**Belfort, du 21 au 24 septembre 2011**

**The long view: 26 years looking at converted textile mills in Lille, Tampere, Lodz, Dundee, Paisley, Manchester, Leeds and Bradford**

My paper will draw attention to some international differences that exist in approaches to adaptive re-use, from the purist to the bold, or the ruthless. But in order to take a long view on how conversions have evolved, and how each one has learned from the one that preceded it, I will take the case of conversions of textile mills in and around the city of Dundee, on the east coast of Scotland. From the first large mill to be converted in 1984, to an ambitious landscaped master plan, Upper Dens Mill, via a large student residence, Tay Works, 1986-9, and on to the most recent conversions. The architects who did some of these moved on to apply the lessons in other parts of Scotland, such as at Anchor Mills in Paisley for the Prince's Regeneration Trust. What lessons have been learnt?

1. We can be more confident now about structural performance of iron,
2. about sound proofing and fireproofing measures inherent in the structure,
3. about thermal performance and ways to improve on these.
4. We can consider the embodied energy benefits in the re-use of existing buildings
5. mixed uses and multiple ownership can secure a building long term, but people and functions have to learn to co-exist

6. And we conservationists can learn not to insist that everything be kept. (Windows are the most awkward example, where different approaches need to be taken than would be the case in most other building types.)
7. And yes, you can add some architectural interest to these mills provided there is in the designer and the decision maker in the relevant authority a fundamental sympathy towards the character of the building.

With the benefit of hindsight, some of the earliest decisions may not have taken the long view that would prevent these buildings ever again becoming a blight on their neighbourhood. But in most cases the conversions have proved sustainable, and preservation as museums a less reliable outcome. Typologies and patterns emerge, comparing and contrast the approaches taken in France, America, the UK, and elsewhere.

### **Traduction par Paul Smith :**

#### **Une perspective à long terme : 26 ans de reconversions d'usines textiles à Lille, Tampere, Lodz, Dundee, Paisley, Manchester, Leeds et Bradford**

Mon intervention tentera d'attirer l'attention sur quelques différences internationales que l'on peut remarquer dans les démarches de reconversion à de nouveaux usages des bâtiments industriels, démarches qui à l'égard de l'existant vont du purisme à l'audace et même à la radicalité. Afin de donner une perspective à long terme sur l'évolution de ces reconversions, et comment chacune a pu apprendre des leçons des opérations précédentes, j'examinerai en particulier la reconversion des usines textiles dans la région de Dundee, sur la côte est de l'Écosse : de la première grande filature convertie en 1984 jusqu'à un ambitieux projet paysagé, Upper Dens Mills, en passant par Tay Works, convertis de 1986 à 1989 en logement pour étudiants, et en terminant par les reconversions les plus récentes. Les architectes responsables de certaines de ces opérations ont pu ensuite appliquer les leçons apprises ailleurs en Écosse, comme par exemple à Paisley, à Anchor Mills, sous l'égide de la fondation du Prince des Galles pour la régénération urbaine [Prince's Regeneration Trust].

Quelles leçons peut-on en tirer ?

1. Nous pouvons avoir aujourd'hui davantage confiance dans les qualités structurelles du fer.
2. Davantage de confiance aussi dans la résistance au feu et les qualités d'insonorisation propres aux structures de ces bâtiments
3. Davantage de connaissances en matière de performance thermique et comment améliorer celle-ci
4. Dans la réutilisation des bâtiments existants, nous pouvons dorénavant prendre en compte les avantages en termes d'énergie incorporée, dite « énergie grise »
5. Les usages mixtes et la propriété multiple semblent pouvoir garantir l'avenir d'un bâtiment, même si la coexistence des gens et des fonctions ne vont pas toujours de soi
6. Nous autres conservateurs et amis du patrimoine industriel devons apprendre qu'il ne faut pas insister sur la conservation de tout : les fenêtres semblent présenter les plus grandes difficultés et il convient d'être plus souple que dans la restauration d'autres types de bâtiments.
7. Enfin, oui, il n'est pas impossible d'ajouter de bons éléments d'architecture neuve dans ces reconversions, dès lors que maître d'œuvre et maître d'ouvrage ont une intelligence approfondie du caractère d'origine du bâtiment.

Avec l'avantage d'un regard rétrospectif, il est possible que certaines décisions n'aient eu pas suffisamment de perspective pour empêcher ces bâtiments reconvertis d'évoluer de manière désastreuse dans leur quartier. Mais dans la plupart des cas, ces reconversions ont trouvé des solutions durables ; la conservation par la transformation en musée peut paraître moins fiable. En faisant des comparaisons entre les démarches en France, aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans d'autres pays, il est possible de décerner des typologies et des modèles.

***Fonctions actuelles***

Economiste et urbaniste

***Thèmes de recherche***

Stratégies urbaines durables, avec plusieurs villes et institutions (Futuribles, Ministère de l'Ecologie, Commission Européenne, Ihedate, Université de Copenhague...).

***Dernières publications***

« Le pouvoir des villes » (Aube, 2008)

« Urvatopies » (Aube, 2010).

## **Résumé de la communication de J. Haëntjens**

**Belfort, du 21 au 24 septembre 2011**

### **La restauration du patrimoine industriel et les stratégies métropolitaines**

Un projet urbain, quel qu'il soit, est aujourd'hui partie prenante d'une stratégie métropolitaine et en est même souvent un élément moteur. Or ces stratégies tendent à devenir de plus en plus complexes : elles visent un nombre croissant de finalités (notamment dans la perspective d'un développement durable), utilisent de nombreux leviers (dont la culture et la communication), et mobilisent de nombreux acteurs. Mais elles sont contraintes à la fois par le temps (qui n'est pas extensible) et par les ressources financières (qui tendent à se raréfier).

La contribution d'un projet de réhabilitation de patrimoine industriel à une stratégie se situe sur deux plans de natures différentes, qui sont sa valeur d'usage et sa valeur symbolique.

La valeur d'usage peut être faible, moyenne ou élevée, suivant les caractéristiques du bâtiment et les options d'aménagement choisies. La valeur symbolique peut être négative, neutre ou positive, selon qu'elle se focalise sur un souvenir douloureux, une forme esthétique, ou l'affirmation d'un renouveau.

Ces deux critères (valeur d'usage et valeur symbolique) permettent de situer les principaux exemples connus de restauration de patrimoine industriel et portuaire et d'expliquer, en partie, leur succès ou leur échec (Une dizaine d'exemples sont cités dans l'intervention).

La question « quel apport à la stratégie d'ensemble ? » permet de prendre de la distance par rapport à la « fascination pour l'objet industriel ». Elle peut être aussi, une belle occasion de réinterroger et d'enrichir la stratégie métropolitaine.

***Fonctions actuelles***

Professeure à l'Ecole de Technologie du Barreiro – Institut Polytechnique de Setubal

***Thèmes de recherche***

Conservation, réhabilitation et réutilisation du patrimoine industriel.

***Dernières publications***

SANTOS, M. Eugénia ; MATOS, Madalena - - "La négligence et la réutilisation des bâtiments industriels à Barreiro" Conférence internationale "L'industrialisation dans le Portugal dans le vingtième Siècle – l'affaire de Barreiro", Centenaire de la CUF Barreiro, p. 365-384, Octobre 2010, Portugal.

SANTOS, M. Eugénia ; MATOS, Madalena - Communication: "Reuse of industrial spaces in the South bank of river Tagus' estuary" Conférence internationale "Reusing the Industrial Past" p. 236, Août 2011, Finlande.

***Fonctions actuelles***

Professeure associée, faculté d'architecture – Université Technique de Lisbonne

***Thèmes de recherche***

La conception architecturale, l'histoire de la construction et l'histoire de l'urbanisme. Elle a travaillé sur les stratégies de conception de différents bâtiments et de groupes de bâtiments, en utilisant comme cadre la production institutionnelle au Portugal d'initiative privée et publique - les bâtiments et des campus d'éducation supérieure, les hôtels, les hôpitaux, les installations militaires, les condominiums et les usines réaffectées. Les projets de recherche dont elle est responsable sont 'Habitat au 20<sup>ème</sup> siècle - production et questionnement', 'Perméabilités', 'Capitalité et Pouvoir', 'Grands événements et expositions du 20<sup>ème</sup> siècle', 'Parallélismes Portugal-Brésil et la modernité' et 'Networks'. Elle a participé activement à un grand nombre de conférences internationales organisés par l'Université Technique de Berlin, l'Université du Minho, le DOCOMOMO Internationale, l'ETSAM de Madrid, l'UIA/UNESCO, l'Université de Helsinki de Technologie, l'Università di Firenze, l'Université de Stockholm, l'University of Westminster/Letchworth Garden City Heritage Foundation, University of Central Lancashire, l'Université de Coimbra, les DOCOMOMOs Ibérique et Brésil, l'Université Fédérale de Niterói – Rio de Janeiro, la Cité de l'Architecture et du Patrimoine et l'INHA. Elle a obtenu en 1998 le Prix Complémentaire au Prix de Recherche 'Augusto Vieira da Silva' - 1996, Municipalité de Lisbonne; en 1990, une Mention Honorable au Concours 'Cultura e Desenvolvimento' - Présidence du Conseil de Ministres et Association des Architectes Portugais; en 1988, le 2<sup>nd</sup> Prix au Concours Texte Critique d'Architecture - J.A. - Journal des Architectes de l'AAP ; en 2007, un Prix de recherche aux Projets 2007 d'Architecture du IA - Ministère de la Culture; en 2008, un Prix de recherche - VI BIAU Lisboa 08 de la VI Bienal Iberoamericana de Arquitectura y Urbanismo; et en 2008, le 1<sup>er</sup> Prix en Architecture et Urbanisme des Prix de Recherche de l'Université Technique de Lisbonne et Banque Santander.

***Projets de recherche***

Elle est responsable scientifique de projets de recherche financés par l'Etat. Coordinatrice Nationale du Project COST ISCH Action IS0904 *European Architecture beyond Europe*. Membre du Conseil de l'IPHS (International Planning History Society). Membre du Comité Editorial du *Journal of Planning History*.

# **Résumé de la communication d'E. Santos et de M. Cunha Matos**

**Belfort, du 21 au 24 septembre 2011**

## **Les grandes aires industrielles sur la rive sud du Tage. Défis et perspectives de requalification urbaine**

Le sujet de cette étude sont les principales propositions énoncées pour la requalification de grandes aires industrielles sur la rive sud du Tage dans la région métropolitaine de Lisbonne. Comme d'autres pays d'Europe, le Portugal est dans une phase de désindustrialisation d'importantes zones industrielles. De vastes territoires, autrefois occupés par une activité industrielle intense, sont actuellement désactivés; d'anciens bâtiments de production et leurs infrastructures de support sont aujourd'hui dans un état avancé de détérioration, ou même en ruines; les endroits où ils sont situés se révèlent comme de potentiels «ghettos» de marginalité. Dans la région frontière à la ville de Lisbonne, tout le pourtour sud du fleuve Tage a eu une significative activité productive bien avant l'industrialisation, et, au 20ème siècle, a subi une industrialisation très accentuée. Depuis les années 70, le choc pétrolier, la concurrence des pays émergents et l'instabilité du pays ont conduit à la désactivation progressive des usines, ainsi qu'à l'abandon des zones où elles ont été établies. Cette région a certes un riche potentiel, par l'utilisation aussi bien des zones riveraines, que des anciennes zones industrielles. Dans ce contexte, en 2008, le gouvernement a déclenché le mégaprojet désigné comme "Arco Ribeirinho Sul" (Arc Riverain Sud). Il s'agit d'un projet intégré qui encadre six municipalités de la rive sud et a comme objectif la requalification des zones riveraines dans tous les arrondissements concernés, la reconversion des trois grandes aires industrielles dans les municipalités d'Almada, du Seixal et du Barreiro et finalement la création de nouvelles centralités. Les interventions prévues dans le projet ont comme axes prioritaires la valorisation de la relation avec le fleuve Tage, la reconversion des aires industrielles, en conservant néanmoins quelques industries et logistiques, la création de nouvelles aires d'habitation, de commerce, de services et d'équipements de santé, d'éducation, de sport, de culture et de loisirs. Sont encore prévues de nouvelles accessibilités à la capitale, telles que le troisième pont, et autres infrastructures pour les transports, comme la création d'itinéraires cyclables et voies piétonnières. L'article proposé ici est axé sur les principaux espaces industriels de cette région; il essaye d'élucider les logiques de permanence et d'identifier les critères adoptés par ce méga projet; et, étant donnée la situation économique au présent, d'interroger la viabilité de leur concrétisation dans les termes proposés.

Mots clés :

Portugal, Aire Métropolitaine de Lisbonne, Requalification Urbaine, Reconversion, Rénovation, Restructuration, Réutilisation, Patrimoine Industriel.

Rubriques (par ordre de préférence) : 1. Patrimoine industriel et politiques urbaines / 3. Regards critiques sur trente ans de reconversion / 4. Le sens des lieux dans les pratiques de reconversion

***Fonctions actuelles***

Doctorant en études anglophones, université de Lyon 2 – Triangle

**Thèmes de recherche**

Le mouvement ouvrier et les liens entre religion, société et football en Écosse et plus spécifiquement dans le centre ouest du pays.

***Dernières publications***

«Néolibéralisation et régénération urbaine : quelques réflexions sur l'évolution de Glasgow depuis 1979 », *La Clé des Langues* (Lyon: ENS LSH/DGESCO).

«Quel bilan pour l'action des partenariats public-privé dans la régénération de Glasgow ? », *Observatoire de la Société Britannique*, n°8, janvier 2010, pp. 147-169.

«Culture et régénération urbaine : le cas de Glasgow », *Géocofluences* (Lyon: DGESCO/ ENS LSH).

# **Résumé de la communication de F. Jeannier**

## **Belfort, du 21 au 24 septembre 2011**

### **L'héritage industriel en question dans la régénération urbaine à Glasgow**

Cette communication propose d'aborder la question de la reconversion du patrimoine industriel et de son sens à travers le cas de Glasgow, ville industrielle emblématique dont l'industrialisation exponentielle à partir de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle en a fait « l'atelier du monde » et la deuxième ville de l'empire britannique. Cette industrialisation a généré un patrimoine industriel considérable et varié (usines et ateliers, docks, chantiers navals et entrepôts, logements ouvriers) qui, après de longues décennies de déclin puis d'abandon, était inutilisé ou hors d'usage à la fin des années 1970. L'objectif de la communication est double : mettre en perspective l'articulation entre politiques urbaines et requalification des friches industrielles au regard de l'identité industrielle de Glasgow depuis le début des années 1980 et analyser la portée symbolique de la reconversion de quelques lieux particulièrement représentatifs du passé industriel de la ville comme autant de jalons dans la métamorphose de la ville. La municipalité s'est engagée dans la conservation et la valorisation de son patrimoine industriel à partir du début des années 1980 alors même qu'une partie significative de ce dernier avait été purement et simplement rasée au cours des années 1950 et 1960 – notamment les logements ouvriers traditionnels, les tenements. Glasgow s'est en effet engagée au début des années 1980 dans une politique de transformation radicale de son image qui l'a amenée à organiser des manifestations culturelles d'ampleur nationale et internationale (Garden Festival en 1988, Ville européenne de la culture en 1990, Ville britannique de l'architecture et du Design en 1999, parmi les plus significatives). Ces manifestations ont largement mobilisé le passé industriel de la ville et ont été l'occasion d'en valoriser le patrimoine culturel, identitaire et architectural – ou ce que la municipalité avait décidé d'en conserver. Certaines friches industrielles ont ainsi été requalifiées en lieux hautement symboliques de la volonté de la ville de s'ériger en capitale culturelle et destination touristique de premier choix. Parmi les nombreux exemples qui seront mobilisés, citons les sites des chantiers navals en friche proches du centre qui ont été convertis en salle de conférence et complexes hôteliers puis, plus récemment, l'achèvement de la reconversion du site du Garden Festival, lui-même développé sur le site d'un chantier naval, en campus numérique. En plein centre ville, les anciennes presses du Glasgow Herald, quotidien historique de la ville, ont été converties en un centre d'interprétation (The Lighthouse) de l'oeuvre de l'architecte le plus célèbre de la ville, Charles Rennie Mackintosh à l'occasion des manifestations de 1999 dans une tentative d'établir un lien symbolique fort entre le passé et l'identité industriels de la ville et son engagement dans l'économie du tourisme de loisir et d'affaire. Il apparaît toutefois que la requalification des friches industrielles s'est faite de façon sélective et décousue, en privilégiant le centre ville et la Clyde, quitte à prendre quelques libertés avec la réalité du passé industriel de la ville et à en édulcorer sérieusement l'héritage culturel, ce qui n'a pas manqué de faire s'élever des voix discordantes et contestataires. Ainsi l'imposante grue Finnieston Crane a-t-elle été artificiellement déplacée aux portes du centre ville. Dans un autre domaine, l'exemple de Merchant City, quartier d'entrepôts situé à l'est du centre ville est tout aussi symbolique d'une politique qui privilégie la requalification du patrimoine industriel de la ville dans le but avoué d'attirer (et loger) des populations aisées et repousser en périphérie les populations pauvres.

***Fonctions actuelles***

Maître de conférences en sciences de gestion à l'université de Rouen, Charles-Edouard Houllier-Guibert est chercheur en *Stratégie & Territoire* au sein du laboratoire NIMEC.

***Dernières publications***

HOULLIER-GUIBERT Ch-Ed & GAUDIN S., à paraître 2011, « La justification du renouvellement urbain d'espaces populaires en Bretagne, au filtre des idéologies territoriales : acceptabilité, normalisation et contradictions », in Lewis P. & Hubert M., Les grands projets immobiliers : acteurs, stratégies, territoires, PUQ

HOULLIER-GUIBERT Ch-Ed, 2010, « Ville internationale, image internationale : le cas de Montréal » in Géoclonfluences, en ligne (double article)

HOULLIER-GUIBERT Ch-Ed, printemps 2010, « La combinaison des valeurs de l'urbain et de la culture », revue Culture and local governance, pp.161-177

# Résumé de la communication de C.E Houllier-Guibert

## Belfort, du 21 au 24 septembre 2011

### Projet urbain et rayonnement international :

#### **l'apport identitaire comme différenciation territoriale**

Les discours qui jalonnent les politiques de renouvellement urbain des quartiers d'habitat mettent l'accent sur l'équité territoriale, la justice et la promotion sociale associées à la modernité. Pour les projets urbains plus globaux, qui concernent une population urbaine dans son ensemble - en tant qu'espaces publics accessibles à tous - l'attractivité, le développement durable ou la mixité sociale sont parmi les arguments justifiant la nécessité d'agir sur l'espace urbain. Autant d'idéologies territoriales qui deviennent des normes de quête urbaine. Parallèlement, la tendance aux *flagship* incite à accompagner les transformations urbaines d'opérations promotionnelles qui expriment positivement la mutation de la ville et sa mue en métropole. Ce qui est défini comme du marketing urbain (bien qu'il ne soit pas clairement défini ni évalué) contribuerait à améliorer l'image de la ville et son rayonnement. C'est dans ce contexte, en y associant la théorie de M. Porter sur l'avantage concurrentiel, dans le cadre d'une analyse de marketing urbain, que nous proposons de traiter de la place du patrimoine industriel au sein du projet urbain de l'île de Nantes.

Parmi les friches industrielles d'Europe qui ont un passé social lourd, celle de Nantes est la plus vaste opération d'aménagement sur près de 350 hectares. Face aux objectifs 1) de requalification d'un espace industriel vers un morceau de ville, 2) d'élargissement du centre-ville, 3) de renforcement de la dimension métropolitaine de Nantes, puis 4) l'objectif récent d'en faire un lieu créatif qui participe à la « ville créative » tant recherchée depuis quelques années, la *patrimonialisation d'un site industriel* a largement contribué à légitimer ce projet urbain.

La médiatisation du projet urbain de Nantes à la fois auprès de la population locale pour le rendre acceptable et le situer comme axe fort de la stratégie métropolitaine, mais aussi auprès de l'extérieur pour favoriser l'image de la ville, a été confrontée aux anciens travailleurs de cette portion d'espace, dont les pratiques et les discours témoignent d'un fort attachement à leur lieu de vie. Ils ont vécu la requalification comme une violence symbolique, de surcroît en tant que population éloignée des élites qui décident des mutations urbaines. Au final, ces populations ont pris une place, par le biais associatif, dans l'orientation du projet. La patrimonialisation de la grue Titan qui en a découlé contribue aujourd'hui à renforcer l'identité historique de Nantes. Une autre association propose même actuellement de reconstruire le pont Transbordeur qui a existé entre 1903 et 1958. Par ailleurs, le Hangar à Bananes, lieu de sorties nocturnes, ou les ateliers des chantiers navals, nouvelle zone récréotouristique qui héberge l'Eléphant, participent aussi à évoquer le passé industriel d'une ville qui est devenue tertiaire. En patrimonialisant son industrie la plus glorieuse (dont la Tour Lu un peu plus loin), les pouvoirs publics nantais montrent qu'ils ont tourné la page de l'économie industrielle. Ils s'inscrivent dans la même mouvance que d'autres grandes villes et normalisent son état en se comparant dans son discours promotionnel à Bilbao, Gênes ou Glasgow. Le patrimoine industriel contribue donc à la compétition internationale en renforçant le rayonnement métropolitain.

A partir d'interviews tenus en 2008 des acteurs institutionnels de Nantes, dont ceux de la SAMOA qui portent le projet Ile de Nantes, mais aussi d'une revue de presse (2005 à 2009), il s'agit de comprendre le processus d'acceptabilité sociale d'un projet urbain et l'utilisation du patrimoine industriel dans ce cadre. Cette recherche est l'occasion d'observer la capacité de la population locale à être acteur du processus de renouvellement urbain et à éventuellement l'influer. C'est aussi l'occasion d'observer l'apport du patrimoine industriel comme épaisseur identitaire qui légitime le projet urbain et le positionne à partir d'un avantage concurrentiel (Porter, 1986). Le marketing urbain alors mis en place et l'image de la ville relayée reposent sur une acceptabilité de la population rendue possible par la patrimonialisation industrielle.

Ce sont les effets de la réaction de la population concernée par le projet urbain qui est le centre d'intérêt de la présente communication. Bien que l'acceptabilité sociale obtenue reste difficile à évaluer, la réorientation du projet offre un atout supplémentaire à la ville du point de vue extérieur au territoire. Le patrimoine industriel est considéré comme une politique publique locale. Déjà inscrit dans les politiques nationales (à l'exemple du réseau Ville et pays d'art et d'Histoire qui labellise Saint-Etienne ou Noisiel pour leur patrimoine industriel), la politique nantaise s'appuie sur son patrimoine au sens large (l'année de l'inauguration de l'éléphant de l'île de Nantes est aussi celle de la rénovation du château des Ducs de Bretagne).

Enfin, la partie ouest de l'île de Nantes qui a été rénovée était une zone d'activité professionnelle : il semble plus aisé de prendre en considération dans le processus du projet, l'identité professionnelle d'une population, car elle peut être un argument favorable à l'image de la ville tandis que le sentiment de la population résidentielle apporte moins d'intérêt collectif et surtout peu de visibilité pour la ville (Houllier-Guibert & Gaudin, 2011).

***Fonctions actuelles***

Architecte DPLG et président de l'association la Fabrique

***Carrière***

Comme architecte en exercice libéral au sein de la société ARCHIMAT, il est l'architecte de l'association « Usines Ephémères » (Réhabilitation éphémère de friches industrielles en lieux culturels) depuis 1987 (l'usine Ephémère, l'hôpital Ephémère, Mains d'OEuvres, le Point Ephémère).

Depuis 2004, il est membre fondateur et président de l'association « La Fabrique » à Meudon et, depuis 2007, administrateur de l'association du « Comité de sauvegarde des sites de Meudon » (CSSM).

***Dernières publications***

« Save the Fabrique Gaupillat, Paris », in *Bulletin du TICCIH*, n°51, 1st quarter 2011

« Préface », in *Qu'est ce qu'on Fabrique ici ? L'usine Gaupillat et le Bas-Meudon 1835-2009*, A. Monjaret, M.Roustan et association La Fabrique, Editions La Fabrique, Meudon, 2010

« Les associations et la revivification du patrimoine industriel, un enjeu citoyen : "La Fabrique" à Meudon », *Patrimoines et développement des territoires*, Actes du colloque régional, 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 2009, Conseil Régional d'Ile-de-France, juin 2010

## **Résumé de la communication d'A. Monnet Belfort, du 21 au 24 septembre 2011**

### **La fabrique Gaupillat, ou le parcours emblématique d'une bataille pour la reconversion.**

L'usine Gaupillat, à Meudon, dans les Hauts-de-Seine, est la dernière usine du Val-de-Seine encore debout, témoin de la riche activité industrielle passée de ce territoire. Ancienne cartoucherie, puis usine d'étampage, cette construction en fer de la fin du 19<sup>e</sup> siècle, contemporaine de la Tour Eiffel, est située juste en face de la mythique île Seguin ; elle était mitoyenne, jusqu'en 2004, d'anciens ateliers Renault. L'entreprise Gaupillat a été créée dans les années 1830. En 1884, Victor Gaupillat fonda la Société Française des Munitions de chasse, de tir et de guerre avec son concurrent d'Issy-les-Moulineaux J.-F. Gévelot. Ils s'installèrent sur ce site déjà bâti et procédèrent à son agrandissement. Le site comporte deux éléments importants : la cheminée en briques rouges et les toits en forme de sheds, soutenus par des poteaux en fer et des fermes en treillis rivetés dont la construction remonte au début des années 1890. Le bâtiment sur la rue, visible aujourd'hui, date quant à lui des années 1920. L'usine occupe une surface de 4500 m<sup>2</sup>. Gévelot, dernier locataire, ferma les portes le 31 décembre 1997.

Mobilisée depuis 2005 pour faire émerger un projet de sauvegarde et de reconversion du site, l'association *La Fabrique* se bat afin de faire valoir le droit à la mémoire de cet ultime site industriel et de son territoire ; il s'agit ici de faire entrer cette usine dans la catégorie du Patrimoine industriel, en particulier en portant un dossier de demande de classement auprès de la DRAC. Ses membres sont des riverains, des habitants des communes environnantes, des passionnés de patrimoine, et ils ont reçu le soutien d'élus locaux et régionaux, et de personnalités issus du milieu de la culture, de la recherche et de l'enseignement supérieurs. L'association a été reconnue d'utilité publique en 2010. Dans cet exemple, où une demande de permis de démolir du site a obligé l'association à lancer une opération de mobilisation de grande ampleur, c'est non seulement l'histoire industrielle du territoire qui est une nouvelle fois ignorée des politiques, mais l'on assiste, encore, à un déni de la valeur du patrimoine industriel. L'analyse des acteurs en présence, à différentes échelles du territoire, soulignera la complexité du dossier. Ce cas est emblématique ; il souligne une tendance, en région parisienne et notamment dans les Hauts-de-Seine, à vouloir gommer méthodiquement le patrimoine industriel des banlieues.

C'est dans ce contexte que, fin 2004, les usines Renault à Boulogne-Billancourt, sur l'île Seguin et à Meudon, symboles de la mémoire ouvrière française, étaient rasées. Or, bien souvent, ces usines forment la colonne vertébrale du cadre urbain dont elles sont partie prenante et en constituent le pivot à partir duquel on peut comprendre la ville. Aujourd'hui, au motif de créer des espaces de « zoning industriels » modernes (mais de quelle modernité parle-t-on ?), ces vestiges disparaissent. Les édifices jugés « inutiles » sont rasés quasi systématiquement, sans interrogation préalable sur leur valeur historique et sociale, afin de laisser place à des enclaves dénuées de sens, illustrant un urbanisme défaillant. Le quartier de Meudon-sur-Seine, en pleine mutation urbaine, se trouve dans un périmètre à forte pression immobilière ; c'est aussi un délaissé urbain, brouillon, incompréhensible au

premier coup d'oeil. Le paysage s'affronte entre immeubles d'habitations anciens, immeubles de bureaux contemporains de verre et de métal et terrains assez vagues. Nous sommes aux frontières urbaines, dans un lieu de rupture, dans un lieu en devenir. L'objectif de *La Fabrique*, outre le classement, est aussi d'y développer un projet de reconversion industrielle durable associant des zones d'activités économiques, culturelles et sportives avec des partenaires associatifs, publics et privés. Cette démarche prend ses racines dans le concept de maîtrise d'usage, en s'appuyant sur l'idée que cette usine, la dernière du territoire, est, pour les citoyens, un lieu porteur de sens multiples qui s'ancrent dans le passé mais qui résonnent dans le présent et ont leur place à l'avenir. La situation géographique de l'usine, au coeur de la nouvelle communauté d'agglomération GPSO (Grand Paris Seine Ouest), prédestinerait le lieu à devenir un phare culturel, satellite de l'île Seguin. *La Fabrique* milite pour créer un lieu pluriel, ultime témoignage de la vie ouvrière, sociale et économique passée, mais également un catalyseur d'une dynamique nouvelle pour l'actuel Meudon-sur-Seine.

Le projet de réhabilitation transforme les lieux en conservant la structure historique de l'usine et prouve que les vestiges de la société industrielle ne sont pas incompatibles avec la modernité. Il s'agit de respecter et de renforcer l'identité de la ville et du quartier, dans une perspective de développement durable, tel qu'il est porté par l'UNESCO au titre de la culture. La maîtrise d'usage ne permet pas de dessiner le projet, de prendre les décisions ou de se substituer aux autres acteurs, mais la force et la volonté des membres de l'association permettent de formuler, formaliser, concrétiser, sur un temps long, des attentes, des rêves ou des refus.

### ***Fonctions actuelles***

Maître de conférences, Conservatoire National des Arts et Métiers

### ***Thèmes de recherche***

Responsable de l'axe de recherches «Environnement, Techniques, Conflits» et du programme «Débordements industriels dans la cité et leurs conflits aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles». Il est membre du Réseau thématique pluridisciplinaire (RTP) «Histoire de l'environnement» au Cnrs et du Réseau universitaire des chercheurs en histoire environnementale (Ruche). Il participe au programme « Histoire des risques et des accidents industriels France, Angleterre, fin XVII<sup>e</sup> - fin XIX<sup>e</sup> siècle » au CRH-Ehess. Ses travaux portent actuellement sur l'histoire de la conflictualité due aux rapports que les dispositifs de production instaurent avec leur environnement.

### ***Dernières publications***

« Le tournant environnemental de la société industrielle au prisme d'une histoire des débordements et de leurs conflits », *Vingtième Siècle* (janvier 2012)

« La voie de la rationalisation et de la technocratie au sortir de la Première Guerre : le rapport d'Étienne Clémentel (1919) », *Documents pour l'histoire des techniques*, 20 (décembre 2011)

« Débordements industriels dans la cité et histoire de leurs conflits aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles », *Documents pour l'histoire des techniques*, 18, 2009, pp. 163-173.

## **Résumé de la communication de M. Letté Belfort, du 21 au 24 septembre 2011**

### **ENVIRONNEMENT ET PATRIMOINE INDUSTRIEL : DE LA REPULSION A L'INTEGRATION ?**

L'association des termes « environnement » et « patrimoine industriel » pourrait bien sembler antinomique. L'un et l'autre sont pourtant plus proches qu'il n'y paraît. C'est en effet à la fin des années 1970 que les autorités publiques constituent en domaines d'intervention politique à la fois l'environnement et le patrimoine. L'écologie militante se consolide et la protestation s'exprime sans complexe contre les débordements industriels, non seulement en France, mais partout en Europe. La désindustrialisation s'est amorcée. La fermeture des usines, leurs impacts économiques et sociaux, la réaffectation des infrastructures et des sols pollués, la requalification des territoires deviennent une préoccupation des populations locales et une priorité des pouvoirs publics. Bien que progressivement, la sauvegarde des vestiges industriels obtient elle aussi droit de cité, et avec elle la mise en patrimoine des témoignages désormais vulnérables de la dernière industrialisation. La préservation des ressources naturelles et la protection des milieux s'imposent, tout comme la valorisation d'un héritage industriel menacé de disparaître avec la démolition aussi rapide qu'efficace des usines. L'industrie devient patrimoine, et le patrimoine une industrie.

La proximité n'est pas que de circonstance. Elle est inhérente à l'extension sans fin des pratiques patrimoniales et de leurs objets. Deux champs du processus de reconnaissance patrimoniale inaugurent ainsi un ordre de partage discutable entre nature et culture, entre une histoire de l'environnement et une histoire de l'industrie. Depuis leurs registres d'action et de réflexion respectifs, ils participent néanmoins d'une irrémédiable et même logique : articuler le temps présent des sociétés à leur passé et leur avenir dans une logique de transmission et de solidarité intergénérationnelle. La concurrence des territoires et des mémoires, les injonctions au développement durable et les contraintes de la gestion des friches rappellent ainsi que le patrimoine industriel relève d'une entreprise à la fois culturelle, économique, sociale, mais aussi environnementale. Elle réunit des matériaux du passé pour constituer des séquences intelligibles, contribue à la spécificité culturelle et identitaire des communautés. Ce travail de valorisation doit surtout conférer aux éléments identifiés une légitimité en accord avec les actions du présent, notamment en matière de reconstruction d'une nature confisquée. Envisagés sous l'angle de la densification urbaine, les impératifs de la ville durable peuvent par exemple être invoqués pour justifier certaines démolitions. Les sols et les terrains conservant une valeur vénale sont livrés à la promotion de parcs paysagés, de lieux récréatifs, culturels ou résidentiels. Des tensions se manifestent dès lors inmanquablement entre, d'un côté, le besoin d'histoire, le désir de conservation des anciens sites et la valorisation d'une mémoire industrielle ; et de l'autre, l'aspiration sans doute plus largement partagée d'une reconquête des territoires auparavant dédiés à la production. Les négociations sont permanentes, les justifications toujours à reconstruire. Car concilier « environnement » et « patrimoine industriel » ne va pas de soi, non plus l'évidence d'une absolue nécessité de leur convergence. Comment la problématique environnementale contemporaine et l'histoire industrielle peuvent-elles dès lors se considérer mutuellement sous l'égide d'un patrimoine commun, tout au moins autrement que sur le mode concurrentiel et conflictuel ? L'interrogation invite à observer la façon dont elles se considèrent l'une l'autre, notamment au travers d'une histoire qui demeure commune à l'industrie et à l'environnement.

***Fonctions actuelles***

Maire de Saint-Fargeau-Ponthierry, conseiller général (Seine et Marne)

***Mandats et responsabilités :***

Conseiller général du Canton de Perthes en Gâtinais depuis 1995

Maire de Saint-Fargeau-Ponthierry, depuis 1995

Président du Comité départemental du Tourisme de Seine-et-Marne depuis 2004

Vice-Président chargé du Tourisme et des Loisirs, des Musées et du Patrimoine depuis 2004

Vice-Président de la Commission des Affaires Culturelles, du Patrimoine et du Tourisme depuis 2004

**PHILIPPE PROST**

***Fonctions actuelles***

Architecte

***Projets***

La Monnaie de Paris : MétaLmorphoses Monnaie de Paris, maître d'ouvrage Centre de développement chorégraphique du Val de Marne Conseil Général du Val de Marne, maître d'ouvrage École militaire, État major de l'armée de Terre, Paris 7e

Ministère de la Défense, maître d'ouvrage Reconversion des sites de défense d'Arras Communauté Urbaine d'Arras, maître d'ouvrage (étude urbaine) Parc archéologique d'Alésia, Centre d'interprétation et musée archéologique Conseil Général de la Côte d'Or, maître d'ouvrage (étude de définition)

***Réalisations***

Citadelle Vauban, Belle-Ile-en-Mer, Restauration, réutilisation et mise en valeur du site M. et Mme Larquetoux, maître d'ouvrage

Construction de 45 logements sociaux THPE à Clichy-sous-Bois Immobilière 3F, maître d'ouvrage

Service des canaux de la ville de Paris sur la Darse du Fond de Rouvray Semavip, maître d'ouvrage

La Cour des Images, pôle du dessin animé, Ville de Bourg-lès-Valence, maître d'ouvrage Zac

Réunion, Paris 20e Construction de 67 logements neufs et réhabilités R.I.V.P., maître d'ouvrage

Musée de la Marine de Loire, Châteauneuf-sur-Loire Réhabilitation des anciennes écuries du château et muséographie, Ville de Châteauneuf-sur-Loire, maître d'ouvrage

# **Résumé de la communication de L. Walker et de Ph. Prost**

## **Belfort, du 21 au 24 septembre 2011**

### **La réaffectation de l'Usine Leroy à Saint-Fargeau-Ponthierry en espace culturel**

#### **La manufacture de papiers peints Leroy, de Paris à Saint-Fargeau-Ponthierry**

Fondée à Paris en 1842 par Isidore Leroy, la manufacture de papiers peints Leroy est à l'origine de nombreuses innovations techniques dans le domaine de l'impression mécanique du papier peint et a toujours porté ses efforts sur la qualité de sa création artistique.

En 1912, l'installation de l'usine à Ponthierry est un tournant majeur pour la fabrique. L'architecte Paul Friesé est choisi pour construire sur un vaste terrain entre voie ferrée et Seine, une usine s'inspirant des modèles américains, offrant des espaces vastes pour chaque étape de la fabrication du papier peint. À la même période, Maurice Isidore Leroy fait construire 144 maisons pour ses ouvriers, une petite cité pour ses cadres et un dispensaire, ancien hôtel destiné à loger les ouvriers célibataires.

À partir des années 1920, la production de papiers peints ne cesse de s'accroître, la période de la seconde Guerre mondiale restant un moment difficile. Au début des années 1950, Leroy revient sur le devant de la scène et la marque devient, à l'aube des années 1970, leader sur le marché français du papiers peints. La crise pétrolière, une baisse des ventes, des choix artistiques et commerciaux discutables, mènent l'entreprise à la faillite. L'usine Leroy ferme définitivement ses ateliers en 1982 après plusieurs années successives de pertes.

#### **La réhabilitation de l'ancienne centrale électrique de l'usine Leroy : un point de départ pour le réaménagement du quartier des bords de Seine à Saint-Fargeau-Ponthierry**

Il y a plus de 10 ans, le Maire, Lionel Walker, et les élus de Saint-Fargeau-Ponthierry ont décidé de sauvegarder leur patrimoine industriel en réaffectant l'ancienne centrale électrique de l'usine en espace culturel. Afin de protéger la centrale électrique, le bâtiment et ses machines sont inscrits à l'inventaire des Monuments historiques. La machine à imprimer 26 couleurs, conservée dans la salle des machines, est classée à l'inventaire de Monuments historiques. Le cabinet d'architectes AAPP créé par Philippe Prost mène les travaux depuis octobre 2009. La Ville se devait d'acquérir les Usines pour en protéger le Patrimoine. Le lieu est ainsi devenu un lieu de mémoire rappelant un fier passé.

L'Espace culturel *Les 26 couleurs* (du nom de la machine emblématique créée par Louis Isidore Leroy en 1877) sera un lieu consacré au spectacle vivant et au cinéma dans une salle de 220 places, mais aussi aux pratiques artistiques et associatives, car doté d'un espace polyvalent. Il sera aussi dédié au patrimoine bâti, mécanique et humain, grâce à l'aménagement, de la salle des génératrices électriques en lieu de mémoire par le cabinet d'architectes Zaborski-Michalska,.

#### **La reconversion de la centrale électrique en espace culturel est la première phase d'un programme de reconquête urbaine**

Conduite par la municipalité de Saint-Fargeau-Ponthierry, entre la voie de chemin de fer et les bords de Seine. Sur cette vaste friche industrielle (les anciennes usines Henkel, Leroy et La Cooper), logements, commerces et activités artisanales, trouveront place dans un nouvel « éco-quartier » dont

l'un des pôles majeurs est le centre culturel Les 26 Couleurs. L'histoire industrielle de la ville, autour de ce lieu culturel, est réaffirmée avec la création du lieu de mémoire dans la salle des machines de la centrale électrique. Le passé industriel réaffirmé de ce nouveau quartier permet de lui donner une réelle cohésion sociale et urbaine. Portée par une vision et une volonté politique de réaménagement urbain et de reconnaissance de son histoire, ce projet de reconversion de lieu industriel en espace culturel, est le premier chantier préfigurant ce nouveau quartier. La ville de Saint-Fargeau-Ponthierry est très fière de valoriser son patrimoine comme un levier de ses politiques publiques, qui permettra à l'ensemble de sa population de bénéficier d'un équipement culturel, ouvert au tourisme dans la commune.

### **Du projet culturel au projet urbain**

Le centre culturel anime un projet de reprise des friches industrielles environnantes et permettra une redéfinition et une recomposition du cœur de ville en rapprochant la commune des bords de Seine.

### **Du projet urbain au projet touristique**

L'objectif est d'offrir un exemple de visite du lieu de mémoire avec un parcours urbain à destination d'un public touristique intéressé par l'histoire industrielle.

### **Du projet touristique au projet de formation**

Si l'usine Leroy a été en pointe de la technologie liée à l'imprimerie, les formations de demain pourraient être délivrées sur un bâtiment du site avec une validation par le Conservatoire National des Arts et Métiers (C.N.A.M.). L'ensemble du réseau de la Fléxogravure et de l'Héliogravure qui regroupe des centaines d'entreprises est en attente d'un véritable centre de formation qui prépare aux métiers du futur sur ce secteur inexistant en France et même en Europe.

### **Vers un vrai projet de ville**

L'ensemble de ces orientations amènent la ville de Saint-Fargeau-Ponthierry à coller son identité à la thématique des 26 couleurs, accompagnée d'un plan lumière préparant sa nouvelle image.

***Fonctions actuelles***

Sociologue, Université de Genève - Suisse

**Résumé de la communication de N. Cappuzzo Derkovic**

**Belfort, du 21 au 24 septembre 2011**

**Projet Praille-Acacias-Vernets (PAV)**

Ma communication va porter sur le Projet Praille-Acacias-Vernets (PAV), projet de reconversion d'un site industriel symptomatique à bien des égards et dont les enjeux dépassent ceux d'un *simple* projet d'urbanisation d'une des zones périphériques de la ville de Genève.

La zone industrielle Praille Acacias a été développée dans les années 60 pour accueillir des entreprises sur des terrains, localisés à l'époque sur deux quartiers, en périphérie de la ville (Praille et Acacias). Les entreprises présentes sur le site sont multiples et variées, mais elles sont surtout encore en activité. La zone PAV n'est pas une friche industrielle. L'un des premiers éléments qui sera discuté sera celui de l'idée de reconversion d'un site alors même qu'il est encore en activité. Je discuterai également des enjeux liés au déplacement de ces entreprises dans d'autres sites industriels, qui seront du même coup densifiés. En effet, l'objectif premier du PAV est de *réorganiser le tissu existant pour faire de la place au logement*. Inévitablement, le déplacement ne concernera pas uniquement le foncier et l'immobilier, mais surtout le tissu économique de trois quartiers, puisque les autorités cantonales ont ajouté le quartier des Vernets dans ce projet. Les activités industrielles seront ainsi fragmentées pour rejoindre d'autres sites et le tissu de relations économiques et sociales en sera profondément modifié.

*Il s'agira de concentrer, regrouper, superposer les entreprises qui pratiquent un usage intensif de l'espace et qui génèrent des nuisances maîtrisées...* Certains y verront une analogie avec les cubes Lego et les agencements infinis possibles. D'autres s'interrogeront sur la faisabilité d'un tel projet dans un horizon temporel qui est celui de 2030. Ce qui nous intéressera, sera l'attention qui est aujourd'hui portée au patrimoine industriel et son traitement, à la place qui lui est accordée dans ce projet. Finalement, une zone industrielle, en activité ou pas, n'est pas qu'un simple terrain avec des murs, des rails de chemin de fer et des citernes. C'est surtout un lieu où une société et ses travailleurs y ont développé des savoir-faire, des techniques, où des luttes syndicales se sont développées. Ces traces sont celles de la mémoire industrielle de Genève, de la mémoire de travailleurs. Quelle place occupe aujourd'hui cette mémoire dans ce projet ?

***Fonctions actuelles***

Chef de projet au service renouvellement urbain,

Lille métropole.

***Fonctions actuelles***

Laboratoire LLS Université de Savoie

Musée des Sciences et des Techniques de Catalogne

***Thèmes de recherche***

Après une thèse sur *Les colonies industrielles en Catalogne, le cas de la Colònia Sedó d'Esparreguera*, publiée en 1992 aux éditions Arguments, Paris, Gracia Dorel-Ferré a poursuivi son travail de recherches dans trois directions : la genèse et l'évolution de l'habitat ouvrier et social, les questions d'industrialisation de la Catalogne au XIX siècle, et le patrimoine industriel. Les deux derniers titres publiés : *Le patrimoine industriel*, dossier de la revue *Historiens-Géographes*, 2009 ; *Atlas historique de Catalogne*, Editions Autrement, 2010.

## **Résumé de la communication de G. Dorel-Ferré**

### **Belfort, du 21 au 24 septembre 2011**

#### **ALMADEN, DU MERCURE AU TOURISME**

A 200kms au sud de Madrid, et à 100kms de la gare AVE de Ciudad Real, la ville d'Almadén connaît un changement de perspectives économiques majeur : les mines de mercure, qui ont fonctionné de façon ininterrompue depuis la plus haute antiquité sont fermées, par décision de l'Europe. La seule alternative pour cette petite ville qui compte 7000 habitants aujourd'hui, née de la mine et vivant de la mine, toute entière juchée sur ses galeries et ses espaces d'exploitation et de transformation, a été de s'engager dans une mise en valeur touristique ambitieuse, prise en main par la compagnie minière toujours propriétaire des lieux.

Plus que dans les autres grands sites miniers de la Castille ou de l'Andalousie (Rio Tinto, Villanueva del Arzobispo, Linares, ou encore Riotinto), on a eu les moyens d'une mise en valeur du patrimoine de qualité. Le site a été décontaminé, muséifié en partie, restauré quand on le pouvait, de façon scrupuleuse. Il constitue un ensemble d'une richesse inouïe, avec des archives complètes sur 500 ans, des éléments du site industriel et de la ville minière préservés depuis le XVI siècle, et un équipement touristique de grande valeur.

Est-ce suffisant pour attirer le visiteur ? La question de l'accès est posée, qui semble ici dissuasive, mais qui, ailleurs, n'a jamais découragé (comme en témoigne le site de Lewarde, d'accès peu facile, et pourtant très visité) ; la question de l'image ne peut être écartée : Almadén a fait partie d'un circuit d'exploitation particulièrement odieux sur le plan humain (recours aux esclaves, puis aux forçats et enfin dernièrement, aux républicains espagnols prisonniers à la fin de la guerre civile ; nocivité du produit et de son utilisation pour extraire l'argent...) ; enfin, la recette de la réhabilitation a besoin, « pour marcher », d'un sérieux engagement des collectivités territoriales et des citoyens, alors que l'hémorragie des classes d'âges les plus jeunes ne présage rien de bon. Dernier point et non le moindre, Almadén est un peu une « île » au milieu d'un vaste territoire agricole. Comment faire des propositions touristiques cohérentes dans ce cas ? Il faut encore réfléchir pour pouvoir donner du sens à un site comme celui-ci, qui a traversé les siècles et qui fait encore partie d'un vaste domaine foncier dont les contours datent de la conquête chrétienne au XIII siècle.

Pour dynamiser le site, ses promoteurs ont déposé une demande d'inscription à la liste du patrimoine mondial, en se donnant, là aussi, les moyens de la réussite. Le projet la route du mercure et de l'argent réunit les mines de mercure d'Idrija en Slovénie et de Huancavelica au Pérou, et celles d'argent de San Juan Potosi au Mexique. Après des hésitations et quelques pas de clerc, il semble que cette demande puisse être bientôt agréée.

Le cas d'Almadén, site exceptionnel s'il en est, est intéressant dans ce qu'il réunit tous les ingrédients du succès, mais la recette n'opère pas de façon systématique. Le choix du tourisme est récent, il faut se donner encore du temps. Une comparaison avec d'autres sites de taille analogue peut nous conforter dans une marche à suivre.

***Fonctions actuelles***

Professeur, Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-La Villette – Institut Parisien de recherche (IPRAUS) – Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris – Belleville.

***Thèmes de recherche***

Le site du projet « La ville se réinvente : Clichy Batignolles » : <http://www.clichy-batignolles.fr/>

***Dernières publications***

« Paris Rive Gauche, le passé comme valeur ajoutée. La réhabilitation des friches industrielles a fait monter les prix de ce quartier prisé ». *Le Monde*, 03 avril 2010.

## **Résumé de la communication de K. Bowie Belfort, du 21 au 24 septembre 2011**

### **Le projet urbain de Clichy – Batignolles à Paris : de gare marchandises à écoquartier exemplaire, quelle place pour le patrimoine industriel ?**

L'intérêt historique et patrimonial du site de la gare de marchandises des Batignolles a été bien mise en évidence dans l'ouvrage paru en 2005, *De Paris à la mer, la ligne de chemin de fer Paris-Rouen-Le Havre* : les halles qui remontent à 1843 y sont notamment signalées comme étant « sans doute les plus anciens bâtiments ferroviaires du pays » (Paul Smith). Une étude détaillée de ces structures parue en 2006 (Fr. Pillet) en a souligné encore l'importance : témoignages du « transfert technologique » entre le Royaume-Uni et la France au début du XIXe siècle, les fermes d'une des grandes halles sont en effet identiques à celles de la gare de Leeds, légèrement antérieures.

L'axe ferroviaire Paris-Rouen-Le Havre constituait le fer de lance du nouveau réseau de transport que l'ingénieur visionnaire saint-simonien Michel Chevalier appelait de ses vœux dans son si influent *Système de la Méditerranée* de 1832 : système qui devait selon lui transformer le monde économique et industriel de l'époque. Les documents présentés dans les études du site de la gare des Batignolles parues en 2005 et 2006 montrent bien à quel point l'ingénieur avait vu juste : la vue de Paris prise en montgolfière en 1867 fait état d'une vaste emprise englobant non seulement dépôts, remises et ateliers mais un ensemble d'une vingtaine de halles destinées aux arrivages et réexpéditions des produits venus de l'Ouest de la France, véritable plaque tournante dont le rôle économique, s'il n'a pas fait jusqu'à présent l'objet d'études historiques précises, était incontestablement très considérable.

Le site, pressenti un temps pour accueillir les Jeux Olympiques de 2012, fait l'objet aujourd'hui d'un important projet urbain, l'éco-quartier Clichy-Batignolles. Avec un engagement de haute qualité environnementale, devant adhérer au plan climat de la ville de Paris, le projet doit notamment désormais accueillir le Tribunal de Grande Instance de Paris, équipement un temps prévu pour prendre place dans l'ancienne halle SERNAM située dans le nouveau quartier Paris Rive Gauche, quartier lui aussi construit sur d'anciennes emprises ferroviaires et dont la conservation d'éléments du patrimoine industriel est désormais présentée comme un atout important.

A Clichy-Batignolles, les comptes rendus des débats des commissions et réunions publiques sont régulièrement publiés en ligne et il est ainsi possible de suivre dans le détail l'évolution du projet et de ses objectifs, les valeurs et contraintes qui le façonnent.

Le propos de cette intervention sera de rapporter sur une analyse de ces comptes rendus en termes de la place qu'y prend la question de la conservation et la mise en valeur du patrimoine industriel et ferroviaire du site. Il sera possible dans un deuxième temps de comparer ces débats avec ceux qui ont eu lieu dans le cadre de la ZAC Paris Rive Gauche où une commission spécifique était chargée de veiller aux enjeux du patrimoine industriel. Quelles évolutions d'un projet à l'autre ?

***Fonctions actuelles***

Historienne chargée d'étude du patrimoine industriel, inventaire du patrimoine culturel de la région Rhône-Alpes.

**Résumé de la communication de N. Halitim-Dubois  
Belfort, du 21 au 24 septembre 2011**

**Le port Rambaud comme modèle inclus dans le projet d'écoquartier du Confluent ?**

**L'éco quartier de la Confluence : pistes de recherches en cours**

L'ambition de réinvestir les 150 ha situés au-delà de la gare de Perrache jusqu'à la confluence du Rhône et de la Saône a donné naissance à l'un des grands projets urbains européens : la Confluence. C'est dans ce contexte que s'inscrit le projet des Docks du quai Rambaud : 8ha jadis dédiés à la fonction de port fluvial où le patrimoine immobilier et foncier était géré par VNF.

**DOUBLE ENJEUX**

**Le port Rambaud double intérêt pour les aménageurs à la fois projet Confluence à la fois projet rives de Saône (grand projet de la seconde mandature du maire de Lyon Gérard Collomb)**

contrainte : dépollution, voie ferrée

atout : port Rambaud ; récupération des bâtiments des docks

lois SRU : déserte du quartier, transport ; état des lieux

1) accessibilité

2) contenu : faut-il faire du neuf ? réutiliser ? pour quelle population , quelle démographie ?

3) point d'orgue : être rassemblé ou dispersé ?

**LE PROJET DE RECONVERSION DU PORT : Les DOCKS 1 (un quartier innovant) & 2 (réinventer la vie sur le fleuve)**

**SUCRIERE**

Ce bâtiment est choisi et aménagé en espace d'exposition, (avec accueil par les silos) pour la 7e édition de la biennale d'art contemporain de Lyon 2003-2004. L'entrepôt des sucres est alors rebaptisé « La Sucrière » et réhabilité par le cabinet d'architecte At'las.

**BATIMENT DES DOUANES :**

Restauration par le cabinet architecte : Jean-Michel Wilmotte, artiste Krijn de Koenig, lumière Georges Vernet-Carron

## **BATIMENT DES SALINS : SALINS DU MIDI**

Réhabilitation architecte Jacob MacFarlane, artiste Bertrand Lavier ; restaurant LEBEC, chef étoilé

## **PORTIQUES METALLIQUES**

Aujourd'hui, alors que l'activité portuaire a disparu du site, parmi les bâtiments restant, ils subsistent également deux portiques, stratégiquement placés à chacune des extrémités du quartier des Docks, nouvelle dénomination du Port Rambaud pour un projet pilote de reconversion.

Au Nord, le premier portique signale l'entrée du site reconverti, quartier bientôt dédié aux usages culturels et aux métiers de la communication : galerie d'art, lieux d'expositions, médias ...

Au sud, précédant le pont ferroviaire Seguin, un second portique annonce la confluence entre le Rhône et la Saône.

Magnifiques squelettes métalliques, dragons d'un âge industriel révolu, ces deux engins découpent le ciel et encadrent dans une parenthèse emblématique les bâtiments de la Sucrière, des douanes et les Salins, rénovés et dédiés à de nouvelles fonctions urbaines.

C'est dans ce cadre, que s'organisent différentes démarches visant à valoriser et restituer l'histoire du Port Rambaud, futur Quartier des Docks, centralité lyonnaise en devenir.

Le projet de *Parcours historique & culturel de la navigation rhodanienne*, coordonné par la Maison du fleuve Rhône met en réseau des sites, musées et ports pour présenter l'épopée de la navigation sur le Rhône. Inscrit dans le Plan Rhône (volet tourisme et culture/patrimoine) cette démarche de valorisation patrimoniale développe une dimension touristique autour du fleuve.

VNF et le Grand Lyon envisagent de réaliser la réfection des 2 portiques de l'ancien port Rambaud, compris dans le projet Lyon-Confluence. VNF, propriétaire, en assurerait la maîtrise d'ouvrage.

La réhabilitation des Docks s'intègre-t-elle dans la logique de l'éco-quartier de la Confluence en train de se réaliser ?

***Fonctions actuelles***

**Irene Curulli** is an assistant professor in architectural design at the TU/e, Eindhoven University of Technology, The Netherlands, where she developed a research-by-design on the transformation of industrial sites in Eindhoven. Currently, she is responsible for the research on “ Re-use of the Industrial canal zones of B5”.

In 2000 she developed a 2-year research on ‘wastelands’ at Cornell University, USA and also taught as a visiting assistant professor.

**Ludo Hermans** est architecte et urbaniste à la commune de Tilburg (Pays-Bas).

**Résumé de la communication d’I. Curulli et L. Hermans**  
**Belfort, du 21 au 24 septembre 2011**

**Industrial heritage along canal – zones : conversion as sustainable resource for urban growth.**  
**The case of Piushaven in Tilburg, the Netherlands**

Aim

Aim of this paper is to present the underlying process in the transformation of a former industrial site in Eindhoven, The Netherlands, namely Strijp R.

This area is one of the numerous industrial districts (like Strijp S, T,..) in Eindhoven that from the end of the 90’s are in a waiting state of transformation.

In fact, Eindhoven, located in the southern part of the country, is the birthplace of Philips’ Electronics, and until 2000 it was the manufacture area of the company, occupying large terrains for the production. Later, the manufacture was spread to foreign countries and the headquarter moved to Amsterdam.

The influence of Philips on the city of Eindhoven was not only economical but also ‘physical’ and social. Aiming for a healthy and productive life, Philips built industrial units, housing estates, public green areas, sport terrains, experimenting with construction technologies and material. This strongly affected the urban development of the city.

After departure of the production, the Municipality was confronted with the presence of many ‘vacant’ sites (where historic characteristics were strongly embedded) and the need of activating an operation of urban regeneration.

The planning procedures adopted by the Municipality will be illustrated in this paper.

Within this large range of industrial sites, Strijp R is identified as case specific. In this area was invented and produced the television set in the 40's-50's, one of the most known consumer's good. The site has an extension of 18.200mq and it is surrounded by a variety of neighborhoods: social housing, private estate (200ha) and several industries. All buildings on the site were realized after the WW II. Until 2005 Philips owned the site; later, it has been sold (through a tender process) to the company Amvest from Amsterdam. The aim was to realize 500 houses. Amvest hired COB-WEB advies to help them in making a vision as a guide for the development.

Compared to the other Philips' sites in Eindhoven, Strijp R has not listed industrial monuments; nevertheless the remaining architectural expressions/details such as ventilation towers (of glass factory), different use of bricks and the 'elevated streets' of cables and carriers are still of strong visual impact when visiting the site. These elements played an important role in the process of transformation of the area. Actually, the negotiations among the different parties led to the decision of demolishing less building in comparison with the initial choice.

### Methodology

Firstly, this paper will discuss on the meaning and heritage values of these former industrial sites for the city of Eindhoven. The local and regional identity is still tied to these locations, although activity has moved away.

Secondly, the specific area of Strijp R will be taken in consideration. The authors will show the process underlying the transformation of the site from enclosed industrial area to open residential neighborhood. Starting from the environmental issues of Strijp R (soil pollution), through its historical analysis, this paper will focus on the collaboration among the different parties (designers, historians, people living nearby, client, municipality,...), their involvement in the process (through meetings and workshops) and on the implication of the existing industrial heritage on the design of the area.

### Conclusion

This paper will show how plans and management processes of intervention can help at the recognition and enhancement of the unique characteristics of former industrial sites.

### **Traduction par Paul Smith :**

#### **Le patrimoine industriel au bord du canal : la reconversion comme ressource durable dans le développement urbain**

#### **Le cas de Piushaven , Pays-Bas**

Les emprises industrielles situées le long des canaux constituent des quartiers d'usines abandonnées qui donnent un caractère bien particulier à des zones en périphérie des villes. De nos jours, ces lieux autrefois périphériques ont été englobés par la ville et sont souvent considérés comme appropriés à la croissance urbaine. Ce sont des zones de l'entre-deux, des quartiers liminaires.

Et c'est ici que prend racine des idées de développement urbain durable par un processus « complétant » le tissu existant. On est là en opposition avec des notions traditionnelles d'urbanisme, pour lesquelles la rénovation urbaine cherchait une ville propre et bien ordonnée, sans irrégularités. Mais ces anciennes zones industrielles offrent une vision différente de l'urbanité et contiennent des formes morphologiques au potentiel alternatif, offrant des conditions particulières qui ne se retrouvent ni en banlieue ni au cœur de la ville.

En plus, la réutilisation des zones des canaux et la reconversion appropriée des bâtiments industriels facilitent la reconnexion entre la ville et le bord de l'eau, attirant des investissements et faisant revenir des populations vers ces quartiers jusqu'alors désertés et isolés. Autrement dit, ce sont des lieux qui peuvent constituer une vraie ressource, une richesse pour la ville où ils se trouvent.

Les auteurs se proposent d'examiner le quartier des canaux appelé Piushaven à Tilburg au Pays-Bas. Tilburg était la capitale lainière du pays jusque dans les années 1960 et la zone où se trouvent les canaux était le principal quartier au service de cette activité, caractérisé par des bâtiments de dimensions et de styles architecturaux très divers. Depuis dix ans, Piushaven est devenu le centre d'un projet municipal de régénération.

Au lieu de « manger » des terrains vierges, la conversion du site et l'attention particulière prêté au patrimoine industriel sont devenus une ressource qui vise à redéfinir l'identité urbaine tout en offrant des terrains disponibles pour une croissance urbaine future.

La stratégie adoptée par la municipalité est une stratégie dynamique et « réceptive ». Elle considère les anciens bâtiments industriels comme les points de départ du processus de régénération, de telle sorte que l'ancien et le neuf vient se juxtaposer dans une croissance concertée.

Notre intervention examinera d'abord le caractère de cette zone du canal industriel. Il regardera ensuite le sens de la réutilisation des bâtiments existants dans la stratégie adoptée par la ville, afin d'interpréter l'identité locale. Elle tentera ensuite d'évaluer les résultats acquis par cette démarche, qui est encore en cours.

Le but de notre intervention est de démontrer que les anciennes zones industrielles sont des territoires d'un intérêt vital. Travailler avec l'identité et le sens d'un lieu est extrêmement utile, offrant des solutions de continuité avec la structure existante de la ville. Les bâtiments industriels sont considérés comme un patrimoine précieux et une ressource positive pour le développement durable. La reconversion s'engage dans des expériences qui recherchent un équilibre délicat entre acceptation et rejet, en se posant des questions sur la « quantité » de design que nous pouvons nous permettre.

L'étude de cas concernant Piushaven s'intègre dans un projet de recherche plus large lancé par l'Université technologique d'Eindhoven (département d'architecture) concernant la réutilisation des bords de canaux industriels dans cinq villes importantes du Brabant, dans le sud des Pays-Bas. Cette recherche se poursuit en collaboration avec la province et les cinq municipalités concernées.

***Fonctions actuelles***

Architecte DPLG-urbaniste, chargé de mission principal patrimoine et urbanisme durable à la mission Bassin Minier-Nord Pas de Calais.

**Résumé de la communication de R. Alessandri  
Belfort, du 21 au 24 septembre 2011**

**Cités minières du Nord Pas de Calais :  
Un terrain d'application privilégié pour mettre en cohérence protection du patrimoine et  
développement durable :**

L'exploitation du charbon a profondément et durablement transformé le paysage du bassin minier du Nord-Pas de Calais dans le Nord de la France. Au-delà des grands sites d'exploitation, des réseaux d'infrastructures, des terrils, les Compagnies minières ont laissé au territoire un héritage social exceptionnel. En effet, les 563 cités minières (près de 70 000 logements) qui ponctuent encore plus 120 km du bassin minier, sont non seulement un livre ouvert sur l'histoire de l'habitat patronale, de la naissance de l'hygiénisme à l'avènement de l'architecture moderne en passant par l'invention des cités jardin, mais encore l'une des composantes fondamentales de l'attractivité du territoire.

Cependant, ces cités minières, de qualité parfois exceptionnelle, n'en demeurent pas moins un parc de logements nécessairement évolutif afin de répondre en permanence aux normes de construction, à la mutation des villes et aux besoins changeant de la population actuelle et à venir.

Il apparaît ainsi que seule une approche croisée, prenant en compte enjeux sociaux et urbains, contraintes techniques, environnementales, besoins de la population et faisabilité économique, permettra d'envisager des solutions qui rendent compatibles la protection de ce patrimoine exceptionnel et la nécessaire adaptation du parc.

De manière à démontrer la compatibilité et la fraternité entre Développement durable et préservation du patrimoine, la Mission Bassin Minier met en place avec les bailleurs du Parc minier et les communes concernées une série de «cités pilotes». Ces démarches à visée opérationnelle font travailler ensemble experts du patrimoine, architectes, urbanistes paysagistes sociologues, thermiciens, experts des TIC,...pour démontrer dans les faits que la valorisation du patrimoine des cités minières (et au-delà l'habitat ancien en général) est un atout et une opportunité de répondre aux enjeux sociaux et environnementaux des territoires en mutation. En effet, ces logements portent en eux des qualités urbaines, techniques et d'usages qui en font (loin des préjugés trop souvent technicistes) d'excellentes alternatives à la prolifération d'un habitat thermiquement plus «performant» mais globalement moins durable.

***Fonctions actuelles***

Historienne et germaniste, ingénieur CNRS –Architecture – Urbanisme – Société, université de Paris 8 (UMR CNRS 7218 LAVUE).

***Dernières publications***

« EuropaStadt Görlitz-Zgorzelec : ville européenne ou ville musée d'Europe ? » *Les Temps modernes*, septembre–octobre 2010, n°660, p. 132-149.

## **Résumé de la communication de M. Manale Belfort, du 21 au 24 septembre 2011**

### **De l'identité ouvrière au marketing urbain. Le patrimoine industriel de l'ex-RDA.**

Pendant un demi-siècle, le régime du SED en Allemagne de l'Est et la présence du Mur ont préservé les territoires au centre de l'Europe des politiques de démolition modernisatrice qui ont transformé tant de centres-villes ailleurs. Or, ces villes et ces campagnes sont aujourd'hui rattrapées par la spéculation immobilière qui se dissimule bien souvent derrière un souci du patrimoine. A cet égard, les villes de l'ex-RDA offrent un champ d'étude unique en matière de construction/déconstruction historicisantes – constructions architecturales, mais aussi de constructions identitaires. Plus spécifiquement, c'est le patrimoine industriel des villes est-allemandes qui est requalifié, mais de manière à faire disparaître les traces de la mémoire ouvrière et avec elle tout ce qui rappelle l'histoire de cet autre Etat allemand.

Notre étude portera sur deux lieux de production reconvertis, l'un à Leipzig et l'autre à Berlin et qui étaient à leur époque des phares de la modernité : il s'agit de la Filature (*Die Spinnerei* 1880) à Leipzig-Plagwitz et du complexe industriel Spindlersfeld (blanchisserie, teinturerie, nettoyage à sec, 1871) à Berlin-Köpenick. Au moment de la fondation de l'Empire, les deux villes de Leipzig et de Berlin possédaient des florissantes industries de textile et d'habillement. Elles sont devenues aujourd'hui quantité négligeable dans le PIB de la République fédérale, car si l'Allemagne compte parmi les plus importants pays membres de l'Ocde en termes de production industrielle, la production de ces industries à forte activité de recherche se concentrent non plus dans la capitale ou en Saxe, mais dans les régions de l'Ouest. La réunification n'a rien changé à cette situation, bien au contraire, puisque le démantèlement, programmé, des industries est-allemandes a accéléré ce déclin.

Le sort des deux sites de production à Plagwitz et à Köpenick illustre cette recomposition du territoire national et la réécriture de son histoire. Ces faubourgs sont mis en valeur en fonction de leur potentiel d'attractivité pour les « classes créatives » qui seraient porteuses de l'innovation et donc du développement économique. Or ces « repères historiques » ne sont plus que des simulacres, censés refléter l'image d'une Allemagne au passé lisse et harmonieux. On peut alors se demander si une population en quête de lieux identitaires y trouvera un nouvel élément de cohésion ? Quels enseignements peut-on tirer de ces « politiques pour un âge postindustriel » ?

***Fonctions actuelles***

Professeur des universités, université d'Evry – Val – d'Essonne – LHEST

**ALAIN MICHEL**

***Fonctions actuelles***

Maître de conférences, université d'Evry – Val – d'Essonne – LHEST

***Thèmes de recherche***

- Les techniques de production de l'industrie automobile
- Reconstitution virtuelle du patrimoine industriel
- Images et archives visuelles
- Représentations cinématographiques du travail à la chaîne
- Photographies des sciences et des techniques (Robert Doisneau, Gérald Bloncourt, etc.)
- Histoire et mémoires du travail (Renault-Billancourt, Renault-Cléon)

***Dernières publications***

Avec LOUBET Jean-Louis, ETIENNE Bernard, *Les Champs-Élysées de Renault : 100 ans de présence sur la plus belle avenue du monde*, Boulogne-Billancourt, Editions ETAI, (septembre 2010), 192 p.

MICHEL Alain P., BENOIT Serge, KILOUCHI Shadia, POUYLLAU Stéphane, « Usines 3D. La simulation pour questionner les sources et les vestiges de l'histoire industrielle », Actes du colloque *Virtual Retrospect 2009: Archéologie & réalité virtuelle*, Ausonius Editions, 2010, pp. 31-40.

## **Résumé de la communication de JL. Loubet et A. Michel**

**Belfort, du 21 au 24 septembre 2011**

### **Que reste-t-il du patrimoine industriel de Renault-Billancourt ?**

Le 31 mars 1992, le dernier véhicule Renault sortait des chaînes de l'île Seguin. Annoncé en novembre 1989, l'arrêt de la production industrielle à Billancourt a été perçu différemment. C'est pour les uns un coup de tonnerre, pour les autres l'aboutissement d'un mouvement de délocalisation et de transfert d'activités qui est engagé depuis les années 1950. Quels qu'aient été les motifs économiques et urbains de cette fermeture, il est clair qu'il a fallu plus de vingt ans pour élaborer la politique de reconversion de cet immense complexe industriel qui a marqué l'histoire industrielle du XX<sup>ème</sup> siècle. Comme si ce temps avait été nécessaire à l'apaisement des esprits.

Car dès le départ, la dimension patrimoniale du lieu – dont l'île Seguin n'est qu'une composante – a été concurrencée par la valeur foncière et urbanistique de ces 100 hectares en front de Seine, dans l'une des banlieues les plus chics, aux portes de la capitale. Autour de la friche industrielle libérée par une Régie en cours de privatisation se sont mêlés des enjeux nationaux, régionaux et locaux, se sont affrontés des objectifs d'aménagements concurrents, se sont confrontés des volontés publiques et des intérêts privés. Cette tension s'est traduite à la fois par une avalanche de projets et... une retenue de décisions concrètes. Les études sur le devenir du site originel de Renault se sont succédé, ponctuées de coups d'éclats, de choix ambitieux, de plans prestigieux, de décisions tranchées et de mises au placard répétées. Dans le même temps, des destructions de moins en moins discrètes ont débouché sur une extension de terrains vagues en cours de dépollution et en attente de reconstruction. Plusieurs chantiers ont été entrepris alors que d'autres réalisations éphémères sont encore en attente d'un schéma définitif.

Aujourd'hui, la transformation est de plus en plus visible et spectaculaire. La reconversion a abouti à faire table rase du patrimoine industriel à l'exception d'une poignée de vestiges de ce passé. Or c'est dans ce contexte post industriel que se concrétise une demande combinée de la ville de Boulogne-Billancourt et de l'entreprise Renault pour construire un « pavillon de la mémoire » sur l'île Seguin. Sollicités en tant qu'experts dans ce programme de valorisation d'un passé dont les traces (souvent immatérielles) subsistent malgré la l'effacement des bâtiments d'usine, nous proposons de rappeler les enjeux, puis de questionner le sens de la reconversion entreprise à Billancourt et de la politique urbaine qui la sous-tend.

***Fonctions actuelles***

Professeur honoraire des Universités (géographie et aménagement rural, Université Lyon 2).

**Résumé de la communication de JP. Housnel  
Belfort, du 21 au 24 septembre 2011**

**La reconquête des esprits et des friches à Tarare**

Quand la nouvelle municipalité de Tarare est élue en 2008, la ville de la mousseline paraît ne plus avoir d'avenir. Depuis la fin de la prospérité du voile d'ameublement, Rhodya puis tergal en 1980, la population retrouve en 1982 le minimum de 1946 avec 10 000 habitants au lieu de plus 12 000 entre 1962 et 1975, sans que celle de l'agglomération à 15 500 en 1999 ait augmenté de façon significative. Aujourd'hui l'emploi textile constitue encore les deux-tiers de l'emploi industriel, le taux de chômage est de 20 %, le revenu moyen annuel est inférieur à 10 000 euros. L'aspect de la ville ne s'est pas modifié, avec au centre le long de la R.N.7 le maintien des hôtels des fabricants dont on ne connaît plus l'origine et, de part et d'autre, les usines maintenant fermées. C'est pourtant le moment où un plan de renouveau va être élaboré.

La mémoire textile comme appui aux projets urbains

La municipalité conçoit un plan d'urbanisme qui prévoit le remodelage attentif à l'écologie des quartiers du centre et celui des quartiers industriels avec traitement des entrées de ville et mise en valeur de la Turdine comme une reconnaissance pour la pureté de ses eaux qui répond aux exigences de la transformation des tissus fins. Cependant la réhabilitation des friches se heurte au fait qu'elles appartiennent à des personnes qui n'ont pas besoin de vendre, qui thésaurisent. Le P.L.U. ne peut que repérer les bâtiments dignes d'être patrimonialisés.

En 2009 apparaît l'opportunité d'acquérir l'ancienne Teinturerie de la Turdine. C'est un bâtiment remarquable par sa position entre la rivière et la route à l'entrée de la ville en venant de Roanne, ses dimensions impressionnantes sur 200 mètres de long et 6500 m<sup>2</sup> de surface développée ainsi que par sa qualité architecturale.

La première démarche va être d'expliquer le passé textile souvent méconnu

L'occasion est fournie par les Fêtes de la Mousseline qui se tiennent tous les trois ans, suivies par un public nombreux de visiteurs et de tarariens, et justement en 2010. Le parcours est complété par des réalisations confiées à des artistes pour préparer le monde du travail textile à une vision inhabituelle du présent, à partir d'entretiens avec 35 personnes qui en proviennent. Cela se matérialise par une exposition de photos << Regard sur le monde ouvrier textile >> et un spectacle donné dans une usine

toujours en activité qui explore les relations entre l'homme et la machine. Cette manifestation eut un très bon retour de la population, ce qui rend possible de les associer à la vie de la ville.

#### Le choix de la reconquête industrielle pour la Teinturerie

La première décision est de ne pas détruire pour reconstruire. Puis il n'allait pas de soi d'échapper à l'attraction du culturel, accueillir le théâtre ou un centre culturel. Pour ce dernier l'argument financier fut péremptoire à cause d'un budget de fonctionnement annuel de 700 000 euros. Le coût de la réhabilitation est de cinq millions qu'on pense récupérer en vendant des locaux à des entreprises à forte valeur ajoutée, obtenue en valorisant les ressources naturelles et en développant de nouvelles filières, qui vont constituer des modèles.

C'est ce qui se produit avec un brasseur lyonnais attiré par la qualité de l'eau, puis avec un jardinier qui développe les murs végétaux. Il a besoin pour le compost de déchets qu'il trouve dans la drèche. Le brasseur est le premier labellisé d'un appel à projet gouvernemental suivant les principes de l'écologie industrielle en 2010. La friche accueillera les antennes locales de la CCI et du quotidien régional, le Progrès. La première pierre posée le 8 janvier annonce 18 mois de travaux.

#### Conclusion.

Ce n'est pas la première fois qu'une jeune équipe sort des voies communes dans les milieux traditionnels. Le plan de réhabilitation est novateur et pertinent. Transmettre le génie des lieux, rapprocher les milieux du travail des nouveaux modes de production, conserver la destination économique des bâtiments vont de pair. Encore faut-il afficher le choix politique de conserver une image tout en ouvrant des perspectives.

#### Référence :

Isabelle Raffin, adjointe et Thomas Chadoeuf maire, *La mémoire textile de Tarare comme appui aux projets urbains*, Friches à l'œuvre 2, 19 décembre 2010, Le Rize, Ville de Villeurbanne, première présentation avant impression, p. 4 à 8.

***Fonctions actuelles***

Docteur en histoire de l'art.

Institut catalan de recherche sur le patrimoine culturel, Gérone, Espagne.

***Thèmes de recherche***

Actuellement, sa recherche étant axée sur l'architecture catalane du xx<sup>e</sup> siècle, elle en analyse les mécanismes de patrimonialisation et l'usage donné à cette architecture élevée au rang d'élément du patrimoine.

***Dernières publications***

Elle a publié plusieurs travaux sur le patrimoine de l'époque moderne et sur l'architecture et les architectes catalans de la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle.

**Résumé de la communication de G. Domenech Casadevall**

**Belfort, du 21 au 24 septembre 2011**

**La réhabilitation des abattoirs publics en Catalogne**

En Catalogne, la construction plus ou moins systématique d'équipements spécialement conçus pour le sacrifice des bêtes a débuté au milieu du xix<sup>e</sup> siècle, dans le sillage des courants hygiénistes venus d'Europe, qui aboutirent à la promulgation du Décret royal du 25 février 1859 portant réglementation de l'abattage des animaux pour la consommation humaine. Peu à peu, le sacrifice des bestiaux s'imposa comme un service municipal fondamental et la plupart des communes promurent la construction, sur des terrains en dehors de la ville, de nouveaux et modernes bâtiments destinés à cette activité. Une nouvelle typologie d'architecture était née : l'abattoir municipal. L'importance que les mairies accordent à ce nouvel équipement, véritable incarnation du progrès pour la commune, est souvent révélée par l'aspect monumental qu'il présente. Dans tous les cas, ce sont des professionnels de premier plan qui dessinent les nouveaux équipements en fonction des canons stylistiques de leur époque. Les abattoirs constituent néanmoins un bon exemple d'un type d'architecture dont la valeur utilitaire peut arriver à annuler la valeur patrimoniale. Par suite, lorsque l'usage en est perdu, souvent au profit de la modernité et du progrès pour lesquels ils avaient également été créés, ils perdent aussi toute valeur susceptible d'en recommander le soin et la réhabilitation. À partir des années soixante-dix, les progrès en matière sanitaire et la modernisation de l'industrie des viandes ont rendu obsolètes les bâtiments historiques qui, pour la plupart, ont dû fermer leurs portes. Dans la province de Gérone, seuls 12 % des bâtiments historiques restent en service. Sur le nombre restant, 25 % ont été démolis, autant demeurent sur pied mais à l'abandon (dans le meilleur des cas ils ont été relégués à la fonction d'entrepôts municipaux) et seuls 38 % ont été restaurés ou sont en cours de réhabilitation et ont trouvé une nouvelle utilité. Ces données sont le fruit du recensement effectué dans la province de Gérone, mais, à notre avis, elles peuvent être étendues au reste du pays.

Les réhabilitations inventoriées dans la province de Gérone doivent être ajoutées à la longue liste de restaurations qui ont été exécutées au cours des vingt-cinq dernières années dans toute la Catalogne, à conséquence de la revalorisation du patrimoine industriel. Au-delà des réflexions autour de la nécessité de hisser l'architecture industrielle au rang d'élément du patrimoine, notre travail analyse les usages qui sont donnés aux abattoirs réhabilités et, surtout, constate la disparition totale de la mémoire historique de l'édifice. Sauver le bâtiment de la démolition implique de lui trouver un nouvel usage. Mais, pourquoi le nouvel usage serait-il incompatible avec la mémoire de l'usage originel ? Peut-être le moment est-il venu d'entamer une réflexion autour de la patrimonialisation.

### ***Fonctions actuelles***

Secrétaire générale de l'association pour l'histoire des chemins de fer.

### ***Dernières publications***

- POLINO Marie-Noëlle, 2009, « Pourquoi et en quoi les réseaux ferroviaires sont-ils et doivent-ils être de nouveaux domaines de recherche pour l'inventaire ? », *in* Gracia Dorel-Ferré et Françoise Picot (dir.), Actes du colloque « Le patrimoine industriel en Champagne-Ardenne, diversité et destinées » réuni à Châlons-en-Champagne en septembre 2009 ;
- POLINO Marie-Noëlle, « Pour une approche globale du patrimoine d'un mode de transport : le cas des chemins de fer en France et en Europe », communication au colloque TPTI « Le patrimoine des mobilités », Paris, juillet 2010 ;
- POLINO Marie-Noëlle, « La réutilisation des gares », communication au 46<sup>e</sup> Congrès des villes d'art, Dole, 8 octobre 2010.

## **Résumé de la communication de MN. Polino**

### **Belfort, du 21 au 24 septembre 2011**

#### **Reconversion ou réutilisation ? Le cas des gares de chemin de fer en France**

La question et l'étude de la reconversion d'une catégorie de bâtiments définie par leur fonction posent un certain nombre de problèmes de méthode. En prenant pour point de départ un corpus construit empiriquement à partir des ressources à notre disposition, nous montrerons comment le sort des gares de chemin de fer de voyageurs, dans un pays où la longueur totale du réseau a été divisée par quatre depuis 1930 et où environ 8 % des gares construites sont encore en exploitation, a dépendu davantage de leur identité locale que de toute autre considération. Tandis que les gares urbaines assument une fonction continue d'équipement public quand elles n'ont pas été effacées du tissu urbain avec leurs emprises techniques, les gares rurales ont puisé dans leur insertion dans le lieu dont elles portent le nom la ressource d'une conversion, souvent en habitation, qui doit beaucoup à leur type, tandis que disparaissait la trace des réseaux. En revanche, les équipements industriels ferroviaires et gares de marchandises, inclus dans de larges emprises, sont davantage assimilés, dans les processus de renouvellement urbain, au patrimoine de la production industrielle.

***Fonctions actuelles***

Architecte, Maître-Assistant à l'ENSA Normandie.

**ROBERT SCHLUMBERGER**

***Fonctions actuelles***

Architecte, Maître-Assistant à l'ENSA Normandie.

**Résumé de la communication de J-B.- Cremnitzer  
et de R.-Schlumberger  
Belfort, du 21 au 24 septembre 2011**

**« Pédagogie de la reconversion du patrimoine industriel »**

Cette intervention pourrait se situer dans la thématique « Le sens des lieux dans les pratiques de reconversion »

Depuis quelques années, le Master DRAQ (Diagnostic et Réhabilitation des Architectures du Quotidien) de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Normandie propose un semestre d'études sur la question de la reconversion du patrimoine industriel. Une équipe pluridisciplinaire composée d'une historienne, d'un ingénieur, d'un spécialiste du relevé et de deux architectes propose chaque année aux étudiants l'étude d'un site industriel, depuis le relevé du site et de l'édifice jusqu'au projet architectural et à la mise en forme de détails constructifs.

L'objectif de l'intervention dans ce colloque est d'expliquer les enjeux de cette pédagogie, la nécessité de formation sur cette discipline, et les moyens utilisés, à l'aide d'exemples de projets réalisés par les étudiants. La question du programme adéquat, du respect du « génie des lieux », font partie de nos interrogations.